Entretien avec Madame Sarah El Haïry, Haute-commissaire à l'Enfance

Juin 2026

Et si la ville se pensait à hauteur d'enfant ?
Sarah El Haïry secoue nos certitudes et appelle à repenser en profondeur logements, mobilités et espaces publics à l'aune des nouveaux usages pour y intégrer pleinement notre jeunesse. Modularité, espaces partagés, mobilités apaisées : autant de leviers concrets pour remettre l'enfant au cœur des espaces urbains.

Derrière ces enjeux, une question clé : restaurer la confiance et réinventer la qualité de vie. Et, une conviction forte : concevoir pour les plus jeunes, c'est transformer durablement la ville pour tous.

Madame Sarah El Haïry, Haute-commissaire à l'Enfance

Madame Sarah El Haïry, Haute-commissaire à l'Enfance

Construction Moderne : Vous défendez l'idée d'une ville à « hauteur d'enfant ». Que signifie concrètement cette expression ?

Sarah El Haïry : Pendant longtemps nous avons considéré que la question des enfants dépendait quasi-exclusivement des parents ou encore de l'Éducation nationale. En fait nous avons tous une clé, une brique à mettre dans la manière dont on bâtit une société où vivent également les enfants. Ils ne sont **ni invisibles**, **ni accessoires**.

Une ville à hauteur d'enfants, est une ville qui est pensée pour intégrer pleinement leur place, leur participation, leurs usages. Cela concerne la qualité de vie, la question de l'innovation avec les «*smart cities* », la manière dont l'espace urbain est conçu et aménagé, ainsi qu'à son évolution, dans une logique d'inclusion pleine et entière de cette population dans toute sa composante. Donc une ville à hauteur d'enfants, c'est une ville qui intègre pleinement les usages des enfants et des adolescents.

Pensez-vous que l'architecture contemporaine prend suffisamment en compte les besoins des enfants ? Les logements sont-ils à votre avis, suffisamment adaptés pour les enfants, notamment vis-à-vis de la surface disponible ?

Lorsqu'on interroge des futurs parents ou des jeunes parents pour savoir ce qui va les inciter à avoir un premier ou un autre enfant, la principale difficulté évoquée est celle du logement, mais cela ne se focalise pas exclusivement sur la question des mètres carrés. De nombreux autres critères sont pris en considération comme la question des moyens d'accueil, des solutions de garde, de l'adéquation avec la vie professionnelle, de la possibilité de pratiquer le télétravail.

À mon sens, le principal problème réside dans le fait que souvent l'offre de logements n'est pas adaptée aux changements de la société. **La question de l'évolution des standards du logement se pose aujourd'hui en termes de modularité, d'évolution et de transformation de l'habitation**. Dans des programmes de logements collectifs, il serait intéressant d'intégrer de nouveaux espaces comme des salles de jeux, des locaux communs partagés, ou encore d'autres usages comme des lieux de coworking…

Les logements ne devraient-ils pas également être conçus pour favoriser la ventilation naturelle et posséder des espaces de prolongement extérieur, offrant des possibilités d'usage et d'appropriation des espaces différentes, ainsi que diverses alternatives d'occupation en fonction des saisons ?

Oui tout à fait. La question de l'espace extérieur, la qualité de vie, la qualité de l'air font partie du confort de l'habitation pour les parents et les enfants. Les immeubles sans prolongements extérieurs, sans espaces ouverts ou à partager, voire modulables, semblent vraiment inadaptés aujourd'hui. On pourrait aussi penser des espaces modulables en hauteur pour permettre des aménagements en fonction de l'évolution de l'âge des enfants. Les logements sont encore majoritairement conçus sur un modèle familial très traditionnel, alors que les familles ont des formes différentes. Aujourd'hui 25% des familles sont monoparentales, entre 15 et 20% sont recomposées. **L'habitat moderne doit pouvoir permettre beaucoup plus d'adaptation et présenter une grande modularité de l'espace pour répondre à toutes les situations familiales existantes.** Une famille monoparentale n'a pas spécialement les mêmes besoins qu'une famille recomposée. La garde partagée, quant à elle, vient percuter la manière dont on vit dans nos logements.

Si la place de l'enfant n'est pas encore suffisamment prise en compte, à mon sens, dans la conception des logements, elle l'est en revanche davantage dans l'aménagement de l'espace public autour de l'école ainsi que dans les mobilités qui y mènent. Pour autant, cette attention reste encore trop centrée sur l'environnement scolaire et sur les plus petits.

Quel rôle accordez-vous aux architectes et aux urbanistes dans la prescription de la rénovation et de l'évolution urbaine pour intégrer les enfants ?

Je pense que les architectes ou les urbanistes jouent un rôle central et nous travaillons avec eux. Malheureusement de nombreux autres acteurs du logement, du cadre de vie, de l'aménagement urbain ne prennent pas encore suffisamment en compte l'intégration de l'échelle de l'enfant dans leurs réflexions et leurs projets. **Les architectes et les urbanistes ont cette capacité de penser globalement** de nombreux critères, les liens, le soin, les différentes échelles **permettant de développer un urbanisme du « *care* »**.

Faut-il intégrer systématiquement des critères « enfance » dans les concours d'architecture et d'aménagement ?

Oui clairement. **L'absence de critère lié à l'enfance ressort soit d'un non-dit, soit d'un oubli, d'un impensé** Nous n'avons pas d'indicateurs, ce qui, à mes yeux, est l'illustration d'un échec ou d'une immaturité de la doctrine. À partir du moment où l'on commence à avoir des indicateurs, il est possible d'effectuer des classements, de faire des suivis, et d'établir des critères pour les concours d'architectes. Nous en sommes encore très loin. Nous souffrons, peut-être, d'un manque de doctrines plus larges, pour avoir des critères très précis. Ces indicateurs, que j'évoque, peuvent devenir des leviers très puissants d'orientation de l'investissement public ou privé, voire prescripteur de la commande de concours public.
Nous vivons une triple transition, démographique, environnementale, technologique. Dans un moment où les règles changent, et où les indicateurs changent, nous avons besoin des architectes qui vont travailler et penser les usages, les espaces, les matériaux, adaptés aux nouvelles conditions.

Les innovations dans le béton, notamment sur les îlots de fraîcheur, la désimperméabilisation ou la biodiversité, peuvent-elles changer le quotidien urbain ? Peut-on concilier matériaux minéraux, végétalisation et confort urbain ?

Elles peuvent, elles doivent. J'ai été la ministre de la biodiversité et la ministre des enfants. Ces sujets ont deux items communs, ils sont vulnérables et sont essentiels. Si nous ne les intégrons pas en termes de logique de prévention et d'adaptation, nous passons à côté de quelque chose d'essentiel. **Il est primordial d'avoir une alliance entre innovation dans les matériaux et qualité d'usage**. Une ville ou un bâti adaptés à la transition, que nous sommes en train de vivre, seront demain, en réalité, un vrai facteur d'attractivité. La façon dont on construit, le choix de matériaux innovants apportent des réponses. **Les innovations dans le béton y participent.** Jouer la carte de l'opposition des matériaux n'a pas de sens. **L'enjeu est des choisir les bonnes solutions constructives et les bons matériaux en fonction du contexte, du programme, des usages… le bois est parfois une fausse bonne idée**. Il me semble que nous avons vocation à penser et à nous projeter dans une logique de la continuité, de l'adaptation !

Les matériaux utilisés dans la construction ont-ils un rôle à jouer dans la sécurité, le confort et l'accessibilité vis-à-vis des enfants ?

Oui. Il s'agit en fait d'un sujet de santé publique de base. Aujourd'hui, la question de savoir combien ça coûte se pose toujours, mais on a cependant du mal à intégrer dans le prix initial la question de la prévention. Cela pour une raison toute simple, on a socialisé les externalités. Quand ça ne va pas bien, finalement, c'est la société, via notre modèle social, qui va intégrer les conséquences et qui va y répondre. Il n'y a donc pas d'intérêt direct ou immédiat à intégrer ces politiques de prévention. Pendant trop longtemps il a été considéré que ça devait devenir des réglementations ou des obligations. Je pense que le monde va plus vite que ça. **Il faut que l'intégration de la prévention devienne un vrai élément de choix** par les donneurs d'ordre, qu'ils soient publics ou privés. Pour un investisseur, il vaut mieux faire le choix de politiques qui vont intégrer une régulation, et l'anticiper. En effet, on sait très bien qu'en l'intégrant dès la conception, ou lors de la construction cela aura un impact économique moins important qu'en s'adaptant dans un second temps à de nouvelles règles ou de nouvelles normes.

Comment favoriser une mobilité plus autonome et plus sûre pour les plus jeunes et leurs accompagnants ?

L'autonomie des enfants est effectivement un indicateur de qualité urbaine et de confiance dans l'espace proche ou l'espace public. Dans la dernière étude de l'ADEME, il ressort une dégradation de la confiance dans l'espace public, plutôt liée aux mobilités. Par exemple, les enfants partent de plus en plus âgés seuls à l'école, car les parents ont une confiance de moins en moins importante pour la sécurité du trajet : typiquement vers l'école, mais aussi vers l'espace sportif ou les lieux de

divertissement.
L'autonomie ne se décrète pas. Elle se construit d'abord dans une confiance spatiale. On a considéré que la multiplicité des usages, en particulier des mobilités, est venue réguler de façon suffisante. Ainsi, nous avons mis en place l'espace pour les vélos, l'espace pour les trottinettes, l'espace pour la voiture, l'espace pour les transports en commun, mais nous avons oublié un usager : le piéton. **L'enfant est le premier des piétons**. Il se déplace souvent à pied, notamment en centre-ville. Il existe de belles réussites comme les « rues aux écoles » ou la limitation de la vitesse de circulation aux abords des écoles et des collèges. **Dans une ville, il n'y a pas que le trajet entre le logement et le lieu de scolarisation. Il existe de nombreux sujets qui restent à traiter** comme les espaces de jeu, les lieux de sociabilisation avec d'autres jeunes, de façon plus large la circulation des enfants dans toute la ville ; notamment dans une période où une partie de la population considère que la présence d'enfants ou d'adolescents est un inconfort. Parfois, au lieu de répondre aux besoins de chacun, la solution retenue va dans le sens de l'exclusion. À l'inverse, en s'adaptant et en répondant aux besoins de chacun, les différents usages deviennent compatibles : cela fluidifie le partage.

Pour sensibiliser les jeunes, peut-on imaginer d'inclure dans les programmes d'enseignement général une série de cours sur le cadre de vie et l'architecture en France ?

Je crois à la pédagogie du réel, c'est-à-dire la visite des chantiers, la manière dont les jeunes peuvent échanger avec des architectes pour expliquer comment la ville s'adapte et évolue. De cette façon, ils vont comprendre l'évolution des usages, à quel point le choix des matériaux influence le quotidien, la chaleur dans la classe ou la cour d'école. Les programmes « cours oasis », en sont une illustration évidente. Je pense qu'il existe des choses à faire au niveau de la formation des urbanistes, des élus locaux et des architectes, pour intégrer la place des enfants. En dehors de certains programmes qui leurs sont dédiés (écoles, médiathèque) leur parole et leurs besoins sont peu ou très mal pris en compte.

Une ville pensée pour les enfants, est-elle finalement une ville plus agréable pour tous ?

Bien sûr, c'est une ville qui va prendre soin des enfants qui va tenir compte de leurs usages. Je suis aussi persuadée qu'elle prendra soin de tout le monde, de l'ensemble de la population.

Si vous aviez une mesure symbolique à imposer demain à toutes les villes françaises, laquelle serait-elle ?

Je ne suis pas très favorable aux mesures qui imposent. Je pense qu'au contraire, il faut accepter de douter. Je fais plutôt le plaidoyer du doute et de l'expérimentation, de la modularité et de l'évolution, parce que le monde va plus vite, parce que les besoins changent. Lorsqu'une mesure, même symbolique, est imposée, elle est presque toujours mal ressentie.

Plus on pensera en mouvement, plus, en réalité, on ne sera pas loin de ce dont nous avons besoin. Nous avons la chance de pouvoir nous questionner aujourd'hui sur la manière dont il est possible de répondre aux usages qui ont changé. J'ai en cela beaucoup d'espoir.

Retrouvez tout l'univers de la revue Construction Moderne sur
constructionmoderne.com

Consultez les derniers projets publiés
Accédez à toutes les archives de la revue
Abonnez-vous et gérez vos préférences
Soumettez votre projet